

## Crédits : des climats et des espèces

BIM n° 135 - 17 octobre 2001  
Marc ROESCH

*En rédigeant un texte sur l'environnement économique de la traction animale dans l'Est Burkina il m'est venue une interrogation que je voudrais partager et qui peut faire l'objet de ce BIM.*

Peut-on faire une analogie entre la croissance d'une plante et la croissance d'une IMF en disant que, quand une plante n'est pas adaptée à un climat, celui-ci l'empêchera toujours de croître et il faudra investir hors de proportion du raisonnable pour la maintenir en vie. De même pour une IMF, peut-être existe-t-il certains « climats socio-culturels » qui ne lui conviennent pas.

Prenons le cas de l'Est Burkina, à la frontière du Burkina, du Niger et du Bénin. Cette région enclavée a été peu touchée par les migrations, qu'elles viennent des Mossi du plateau Central ou des Nigériens. Elle a été peu concernée par les vagues successives de « Projets de développement » et la seule culture commerciale, le coton, n'était cultivé pratiquement pas cultivée avant de gagner un partie des exploitations depuis les années 95-97.

Par contre l'élevage dans les concessions ou dans les pâturages est largement pratiqué par ces populations sédentaires depuis environ un siècle. Le commerce du bétail est très actif ; le troupeau est une épargne, et une épargne qui rapporte entre 10 et 50 % d'intérêt par an (10 % pour l'élevage intensif de 50 à 100 % pour l'embouche - mais avec des risques sanitaires).

Voilà donc un « terrain » tout à fait favorable à la mise en place de crédits :

- > L'existence de troupeaux pouvant servir de garantie
- > Une production avec un retour sur investissement élevé (l'embouche)
- > Des rotations de capital rapides

Or dans cette région la CNCA est la seule Banque à 100 km à la ronde, et elle n'existe que depuis 1990. Le Projet Petit Crédit Rural qui s'y était implanté a travaillé quelques années avec beaucoup de difficultés et a fermé ses portes (mais pour des raisons non liées à ces difficultés).

Pour survivre, la CNCA a mis en place des procédures lourdes, longues, avec des demandes de garanties draconiennes, qui, de fait, ne permet l'accès au crédit individuels qu'aux fonctionnaires et commerçants qui ont des relations dotées d'un gros compte-épargne à la CNCA.

Les prêts de campagne ou les prêts pour la culture attelée en groupement coton à caution solidaire remboursés par les versements directs de l'argent du coton sur la CNCA par de la société cotonnière ne sont remboursés certaines années qu'à 50 %.

Ces difficultés de remboursement de crédit pourraient être considérées comme des accidents de parcours s'ils n'étaient récurrents depuis dix ans.

C'est pour cette raison que j'évoque le « climat socio-culturel ».

Les faits :

- > 1991 l'Etat lance, sur financement autrichien une opération 30 000 charrues. Dans la région 800 exploitants en bénéficient. Il s'agit de matériel à crédit sur 3 ans, mais dès la première année les impayés sont importants, la deuxième année plus personne ne rembourse ;
- > 1990/91 la CNCA locale octroi aux groupements 20 millions de francs CFA pour la culture attelée ;
- > 1991/92 les crédits octroyés se montent à 80 Millions 1993/1994, devant le volume des impayés l'opération est arrêtée ;
- > 1996 l'opération 2000 multiculteurs (mêmes principes que les 30.000 charrues, même « non-remboursement ») ;
- > 1996-1998 deux années de crédits culture attelée de la CNCA suite à une décision politique de soutien à la production cotonnière, arrêt des crédits en 1998-1999 pour les mêmes raisons d'impayés.

A cela il faut ajouter les actions des ONG confessionnelles qui apportent ponctuellement du matériel qu'elles « donnent » à crédit, crédits régulièrement non remboursés. Comme les ONG ne restent généralement que quelques années, il suffit de faire le gros dos en attendant le départ de l'ONG. Ceci dure depuis des décennies.

Les enquêtes de terrain, les interviews semblent montrer qu'il y a une vraie « culture » de non remboursement. Les groupes de caution se défont au moindre impayé, ceux qui ont payé refusent de verser pour les autres. Après un ou deux ans, suite aux demandes de l'Etat ou de la société cotonnière qui a besoin que l'on produise, les mêmes exploitants reconstituent des groupes de caution.

Il suffit d'effectuer le premier remboursement pour que les conditions de saisie du matériel deviennent plus difficiles.

Les ONG et les élus politiques ont besoin de l'appui des populations pour justifier de leur existence. Une proposition de « crédit » est politiquement plus correcte qu'un don, mais exercer des pressions pour le remboursement est politiquement désastreux.

Plusieurs décennies de ce régime développent au niveau de la population une « culture de non-remboursement », un climat peu propice à la « plante » crédit.

Monter une institution de micro-crédit « durable » dans ces conditions relève de la mission impossible.

Peut-être faudrait il changer « d'espèce », peut-être que les IMF, les institutions étatiques, ou les banques commerciales ne sont pas adaptées à ce genre de « climat ».

Les « changements climatiques » sont plus difficiles à faire que les changements « d'espèce ». Mais pour cela il faut de l'imagination et créer de « nouvelles espèces » ... et les expérimenter.

-----

Oumar MALE  
17 octobre 2001

Vos interrogations sont pertinentes à propos de l'inadaptation d'IMF dans cette partie du Burkina Faso. Cependant je voudrais vous faire partager quelques idées.

- La zone géographique d'implantation en question est enclavée ce qui veut dire généralement ici que l'État n'intervient presque pas en matière de création d'infrastructures pouvant favoriser le développement social et économique. Alors il ne reste plus qu'un seul interlocuteur pour les populations locales Les Églises. Outre leur mission traditionnelle d'évangélisation, elles interviennent dans les domaines de la scolarisation, la santé, initie des programmes de protection de l'environnement et de lutte contre la désertification, la garde de revenus monétaires et les transferts de fonds.
- Les projets ou programmes étatiques 30 000 charrues et 2 000 multiculteurs sont des Éléphants blancs distribués à tous les pays en voie de développement et leurs partenaires financiers et techniques au courant des années 70/80.

Le raisonnement est simple : si les paysans ne produisent pas :

- > c'est parce qu'ils sont sous équipés ou mal équipés ; alors il faut distribuer l'équipement à toutes les exploitations
- > c'est parce qu'ils n'ont pas accès au crédit pour le financement des moyens de production, alors il faut faire du crédit
- > c'est parce qu'ils n'ont pas de magasin de stockage ; il faut construire des magasins
- > c'est parce que les paysans ne sont pas organisés ; il faut créer des coopératives de producteurs

Les objectifs sont louables mais l'approche n'est pas appropriée et les besoins réels des populations ne sont pas pris en compte.

Il s'agissait de solutions à des questions administratives et non de solutions répondant à des besoins exprimés par les populations.

- La « culture de non remboursement » ne peut pas être l'apanage de cette population car il y a toujours entre les communautés des échanges qui ne se font pas toujours au comptant. Il s'agit sans doute du non remboursement des prêts consentis par l'état ou autres structures que les populations assimilent à l'état. Les Églises et les ONG ont par ailleurs développé la pratique des dons voir de l'assistanat.
- Les études de faisabilité de l'IMF doivent privilégier l'approche participative, elles identifieront les activités, les ressources, les besoins et le niveau d'implication des populations locales. Il ne s'agira pas donc pour moi de mettre en place une IMF type mais plus tôt d'une IMF adaptée aux réalités socio-économiques locales. Il ne s'agira donc pas d'une plante exotique (qui sera entretenue artificiellement) à introduire dans le milieu mais plus tôt d'une plante adaptée aux rigueurs de la zone.

- La zone recèle des potentialités énormes notamment son cheptel. Vous aviez à faire à une population assez particulière (les éleveurs) qui ont une longue expérience de ce que peut leur réserver la nature (sécheresse, épidémies). Ils ont forgé au cours des siècles des comportements qui leurs ont permis jusque là de survivre. L'introduction de nouvelles pratiques exigera des efforts pour les convaincre du changement. Le cheptel et la terre ne sont pas considérés comme ayant une valeur marchande mais plus tôt sociale.
- Il faut trouver un type d'IMF impliquant les populations locales (responsabilité dans la gestion et l'administration de l'IMF) et leurs ressources (monétaires). Les ressources mobilisées pour le financement de leurs activités génératrices de revenus proviendraient de l'épargne locale mobilisée. Les succès obtenus permettront par la suite de combiner ressources locales et ressources extérieures. L'apport immédiat d'argent frais aux communautés pour le financement de leurs besoins n'est pas incitatif pour une bonne gestion des ressources.

Certes les avis sont partagés car nous avons à faire à des couches dites « pauvres et vulnérables » n'ayant pas accès au circuit financier classique.

Il faut rechercher des espèces locales et améliorer leur productivité

-----

17 octobre 2001  
« Aquadev Ouagadougou »

Pour votre information, je vous signale que les Nations-Unies (PNUD + FENU) ont signé la semaine dernière un accord de partenariat avec le Réseau des Caisses Populaires du Burkina Faso pour la création de 14 caisses populaires dans les 4 provinces de l'Est et du Sud-Est du Burkina (Gourma, Tapoa, Kompienga et Zoundweogo).

Tout le monde ne semble pas poser le même diagnostic sur la zone concernée ou avoir les mêmes pratiques culturelles...

-----

19 octobre 2001  
Marc ROESCH

En réponse à (voir ci-dessus) je dirais que le BIM se voulait un petit peu provocateur en forçant le trait et en terminant sur une interrogation (argumentée). Le propos tournait autour des IMF et du financement des activités agricoles, et l'interrogation s'appuyait là dessus.

La caisse populaire de Fada N'Gourma, actuellement la plus à l'Est fait des prêts pour le commerce de céréale et de bétail, très peu pour l'agriculture ; quand c'est le cas cela concerne essentiellement l'embouche, pas de prêt de campagne et pas de prêt pour le matériel agricole (à l'exception des fonctionnaires dont le salaire est viré à la caisse).

Il sera intéressant d'observer si la même politique sera maintenue pour les nouvelles caisses que pour la caisse de Fada (et dans ce cas le « risque culturel » que j'évoque sera minime) ou s'ils répondront à la demande plus « rurale » dans les nouvelles implantations (et l'on pourra observer si le « risque culturel » est important ou pas).